

## VIOLENCE, CONFLITS, GUERRES : DECLIN OU MUTATION ?

Pierre HASSNER

Ce qui caractérise le mieux les conflits armés actuels, c'est leur combinaison de diversité et d'interconnexion, voire interpénétration.

Diversité spatiale, entre le local, le régional, le national et le global, tous ces niveaux réagissant les uns sur les autres : la révolution syrienne, aujourd'hui, comme la guerre d'Espagne hier, en est un exemple éclatant.

Diversité des acteurs, depuis l'individu, isolé ou meurtrier, dément ou fanatique, spontané ou manipulé, jusqu'aux armées des grandes puissances en passant par les guérillas, les milices, les mercenaires, les gangs, les pirates, les réseaux, voire les robots.

Diversité des enjeux, comme l'ethnique, l'économique, le religieux, le politique, qui se combinent par exemple dans les conflits internes d'un pays comme le Nigeria.

Les deux grands mécanismes classiques des relations politico-militaires (l'équilibre des puissances) et des relations économiques internationales (le marché) fonctionnent mais sont constamment troublés, déviés ou brouillés par une troisième dimension, psychologique et sociale, celle des mouvements d'opinion, des mythes et des passions.

La révolution des moyens de destruction rend la Grande Guerre mondiale moins probable parce que suicidaire. Elle avantage à court terme les pays les plus avancés technologiquement, mais limite, à plus long terme, leur pouvoir, par la diffusion de cette

même technologie et par l'accès de petits pays, voire de groupes, voire d'individus, à des capacités de destruction jusqu'ici réservées aux grands.

La révolution des moyens de communication favorise la contagion du local au global et réciproquement, elle interdit le secret et la séparation étanche entre la vie intérieure des Etats et leur action extérieure.

### Quelles guerres ? Quelles paix ?

Que peut faire l'analyste dans cette situation ? Faut-il, dans ce qui peut apparaître comme une mêlée générale et confuse, s'inspirer du précepte de Max Weber, selon qui « Ce n'est pas parce que la réalité est ambiguë que nos concepts doivent être confus » et tenir bon, comme Raymond Aron, qui le citait, sur une distinction radicale entre conflits intérieurs et guerres internationales ? Ou encore opposer, comme des auteurs plus récents, les guerres d'avidité aux guerres idéologiques ou politiques<sup>1</sup> ou les « nouvelles guerres » aux anciennes<sup>2</sup>. Faut-il, au contraire, adopter une terminologie passe-partout, soit en renonçant à parler de guerres pour s'en tenir à des concepts plus généraux comme « violence » et « conflit », soit, au contraire, parler de « guerre économique », de « guerre contre la terreur », voire « contre le cancer » ou « la pauvreté », comme le font souvent les Américains. ?

Nous préférons une solution intermédiaire, consistant à parler de guerres quand il s'agit de collectivités ou de groupes organisés, mais pas exclusivement étatiques, qui se combattent réciproquement (même si leurs propres structures et leur manières respectives de combattre sont asymétriques) et où chacun s'efforce de faire du mal à l'adversaire (soit par la violence physique directe, soit par des blocus ou des sanctions économiques) sans y inclure ni la simple compétition ni la lutte unilatérale contre des phénomènes objectifs ou des victimes passives. Cela nous permet de noter les

transformations de la guerre sans négliger leur caractère le plus souvent hybride et leurs combinaisons.

Le XXe siècle a connu deux guerres mondiales, commencées en Europe et qui (du fait à la fois de leur caractère idéologique et des progrès de la technologie militaire allant de la mitrailleuse à l'arme aérienne) se sont transformées en guerres totales impliquant l'ensemble des populations et des économies des belligérents. La troisième, qui semblait dans la logique de la confrontation idéologique, a été évitée grâce à un autre bond technologique, celui de l'arme nucléaire. Mais celle-ci provoque à son tour la peur d'une guerre suicidaire qui mettrait en danger la planète tout entière.

Ces deux peurs successives se sont beaucoup atténuées mais les espoirs d'une paix générale et stable, fondée, en particulier, sur l'organisation internationale (SDN puis ONU) et la gouvernance mondiale, succédant aux deux guerres mondiales et la Guerre froide, ont été déçus.

D'une part, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, révolutions, guérillas et guerres d'indépendance ou de libération nationale ont continué de plus belle. D'autre part, la dialectique de la fragmentation et de la mondialisation a d'abord semblé diviser la planète en une zone pacifiée et prospère (l'Occident et le Japon) et une zone des tempêtes puis conduire à l'extension de celles-ci, directement ou indirectement, à l'ancien centre, par les interventions post-coloniales ou humanitaires de celui-ci, par le terrorisme mondialisé, par le défi des puissances émergentes, avant tout celui de la Chine, par l'instabilité sociale et migratoire causée par la crise économique.

Une nouvelle période semble s'ouvrir, par un certain repli des puissances occidentales, dû à l'échec relatif de leurs interventions lointaines et à la diminution de leurs ressources. D'autres problèmes et dangers arrivent sur le devant de la scène. Ils

sont dûs aux révolutions et aux conflits non résolus au Moyen Orient, aux problèmes globaux également non résolus de la planète, comme les migrations, les ressources rares et l'environnement, sources de conflits potentiels, enfin, *last not least*, à la prolifération nucléaire et aux perspectives de robotisation de la guerre et d'attaques cybernétiques incontrôlables, d'utilisation d'armes nouvelles, par exemple biologiques. En même temps, une course aux armements classique, malgré sa dimension technologique, se fait jour entre les Etats-Unis et leur challenger immédiat, la Chine.

### Les dynamiques de la guerre

Une formulation classique en théorie des relations internationales oppose trois interprétations sur les causes de la guerre : la nature humaine, (interprétation religieuse ou psychologisante), le caractère des Etats (c'est-à-dire leur régime économique, politique et social) et la structure (anarchique ou multipolaire) du système international<sup>3</sup>.

Cette dernière est toujours présente et une grande guerre sino-américaine pour l'hégémonie est toujours possible (notamment par escalade à partir d'un conflit sur Taïwan, la Corée ou le Japon) bien qu'encore plus improbable que ne l'était la 3<sup>e</sup> guerre mondiale pendant la Guerre froide.

La dimension psychologique, ou psychopathologique, exacerbée par le fanatisme religieux ou raciste et par le désarroi devant un monde incompréhensible ne disparaît pas non plus, et la quasi-coïncidence dans le temps des attentats d'Oslo, de Toulouse, du Colorado, et du Wisconsin, dans la diversité même de leurs origines, suffirait à nous le rappeler.

Mais l'élément dynamique qui permet au moins d'émettre des hypothèses sur l'évolution de la guerre et de la paix tient plutôt à la « 2<sup>e</sup> image » de Waltz, c'est-à-dire

à l'évolution sociale, économique, politique et culturelle des sociétés, et à l'évolution technologique et stratégique de la guerre elle-même.

Dans les deux cas, on peut distinguer les facteurs objectifs, matériels et organisationnels, et les facteurs subjectifs (passions, aspirations, représentations).

### Guerres et sociétés

Au point de vue des sociétés et des cultures, les différences sur le rôle de la guerre sont particulièrement spectaculaires. La paix par le commerce\_annoncée par des penseurs du 18<sup>e</sup> siècle comme Montesquieu, ou la paix par l'industrie annoncée par Saint Simon, Auguste Comte ou, à sa manière, par Marx, est réalisée pour les rapports entre Etats modernes, appartenant au monde de la démocratie libérale ou du capitalisme, bref entre membres de l'OCDE . Personne ne pense à une guerre entre la France et l'Angleterre ou l'Allemagne, ou à la reconquête de la Norvège par la Suède. Leurs rapports, parfois acrimonieux, relèvent plus de la politique intérieure que des relations internationales, si on définit celles-ci par la légitimité de la guerre entre Etats.c'est qu'il s'agit de sociétés civiles plutôt que militaires, individualistes plutôt que communautaires, confirmant l'idée de Benjamin Constant selon laquelle, les modernes, contrairement aux anciens, ne vivent pas pour leur Etat ni pour leur nation, mais demandent à ceux-ci de garantir leur liberté individuelle et la sécurité de leurs activités privées<sup>4</sup>.

Les discussions des politistes ont fait rage sur ce phénomène, qu'elles attribuent le plus souvent à la démocratie. On peut penser aussi bien à l'individualisme, à l'adoucissement des mœurs, à l'absence de menace immédiate de la part d'un autre Etat,

à la grande saignée de 1914 et aux expériences amères des guerres mondiales ou coloniales, à l'urbanisation diminuant le prix attaché aux territoires, etc..

Il y a évidemment des degrés. Le phénomène est plus accentué chez les vaincus de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale (Allemagne, Italie, Japon) ou chez les pays de tradition neutre pour qui le mot même de guerre est banni plus que pour la France et l'Angleterre, seules à envisager des expéditions militaires, parfois conjointes comme à Suez et en Libye, parfois en solitaires comme dans leurs anciennes colonies.

Toujours est-il qu'après la décolonisation et la fin de la guerre froide, ils ont tous, progressivement, supprimé la conscription, ce qui a accru le sentiment d'un relâchement du lien vital entre les pays respectifs et leurs armées<sup>5</sup>.

Ce dernier point est également valable pour les Etats-Unis qui, après la guerre du Vietnam, ont renoncé à la conscription et ne songent pas à y revenir malgré l'insuffisance de leurs effectifs pour les tâches qu'ils avaient assumées en Irak ou, surtout, en Afghanistan<sup>6</sup>. Mais, d'une part, plus que dans les pays européens une partie importante de la population, attachée au port d'armes et à la peine de mort, est nostalgique des vertus martiales d'antan, et le pays n'a pas, comme la plupart des nations européennes, l'expérience d'avoir été, au XX<sup>e</sup> siècle, occupé ou bombardé avant le 11 septembre 2001. La défaite du Vietnam et le 11 septembre ont constitué deux surprises qui ont profondément choqué les Etats-Unis et provoqué une crise qui dure encore.

Après le Vietnam, les Etats-Unis semblaient avoir renoncé aux aventures, en ne s'engageant à l'extérieur que face à des adversaires de la taille de Grenade ou du Panama, et en évitant au maximum de risquer la vie de leurs soldats. (auf pour la guerre du Golfe en 1991, où leur présence fut massive mais le nombre des leurs victimes

très américaines très réduit ) Le 11 septembre ,leur révélant leur vulnérabilité malgré leur sentiment de puissance et d'innocence, les a entraînés dans les aventures de l'Irak et de l'Afghanistan.

Aujourd'hui, la majorité des Américains semble lasse des expéditions extérieures, bien qu'elle continue à trouver, en principe, qu'il est légitime de faire la guerre pour une cause juste et, notamment, qu'elle ne soit pas hostile à un bombardement de l'Iran pour l'empêcher d'accéder à l'armement nucléaire<sup>7</sup>.

En fait, jusqu'ici, la grande supériorité des Etats-Unis en matière de ressources et de technologie militaire leur a permis d'entretenir un budget militaire supérieur à la somme des douze puissances militaires suivantes et de livrer des guerres lointaines sans demander de sacrifices à leurs citoyens. Leur puissance et leur richesse ont, inversement, retardé le moment où, bien après ses alliés européens, ils commencent à comprendre les limites de sa puissance(8) à la fois sur le plan militaire et sur le plan économique et à découvrir les vertus de la modération et d'une certaine modestie.

On ne peut pas exclure, cependant, qu'un attentat terroriste, une escalade de la guerre larvée contre l'Iran, les liens avec Israël, la nostalgie de la suprématie d'antan, ne fassent renaître la volonté de revanche, ou le sentiment d'incarner le bien contre le mal et l'illusion d'une victoire sans risque ou sans sacrifice.

On trouve une tension assez voisine, compte tenu de la différence des situations et du caractère des sociétés respectives, chez l'ancien rival des Etats-Unis, à savoir la Russie, et leur challenger actuel, la Chine.

L'URSS, pendant la guerre froide, avait donné une priorité incontestée à la recherche de la puissance au point qu'on a pu déclarer que plutôt que d'avoir un complexe militaro-industriel comme les Etats-Unis, elle était un complexe



militaro-industriel, ce qui a fini par se retourner contre elle-même sur le plan de la course aux armements, la recherche de la quantité nuisant à l'innovation technologique. Après l'éclatement de l'URSS, la Russie est passée par une période de libéralisme à la fois anarchique et oligarchique, dont le prestige et l'influence de l'armée, par ailleurs corrompue et mise en échec en Afghanistan, a fait les frais. La guerre de Géorgie a montré ses insuffisances mais la manière dont la victoire contre un adversaire de taille fort inférieure a été célébrée à Moscou montre que la population russe elle-même ressentait le besoin d'une revanche par rapport à la perte de prestige et de puissance du pays.

Vladimir Poutine a encouragé ce double réflexe de citadelle assiégée et de grande puissance exclue, et cela encore plus depuis son nouveau mandat. Il a annoncé une grande réforme des forces armées et un doublement du budget militaire. Son discours emprunte des accents qui semblent anachroniques, du moins en Europe : « Nous sommes une nation de vainqueurs, c'est dans nos gènes ».

Ces rodomontades sont dirigées d'abord d'une part contre les Etats-Unis, et d'autre part contre les anciens satellites lorsque ceux-ci montrent leur ingratitude envers l'Armée Rouge. Mais, non exprimée ouvertement, une certaine anxiété devant la montée en puissance de la Chine se fait également jour.

Pour l'instant, l'armée russe a peine à faire face à la révolte qui sévit dans le Caucase, mais, incontestablement, malgré sa décadence et sa corruption, elle profite du fait que « la grande guerre patriotique » de 1941-45 reste le symbole d'une Russie dont l'unité et l'esprit de sacrifice patriotique font rêver les générations démoralisées d'aujourd'hui, au point d'oublier son caractère totalitaire et répressif.

La Chine, plus encore, fait reposer la légitimité de son régime sur un grand récit militaire, celui de la « Longue marche ». A une certaine époque, sa conception de l'économie comme des relations internationales se traduisait par une symbolique guerrière, qu'il se soit agi de la lutte contre la nature ou de « l'encerclement du Nord par le Sud » sur le modèle de celui des villes par les campagnes. Après les réformes de Deng Tsiao Ping, elle s'est lancée avec la même énergie dans un capitalisme sauvage (encore que contrôlé par le Parti) dont l'armée est devenue l'un des acteurs et des profiteurs. Déjà, en 1978, quand Deng Tsiao Ping entreprit de « donner une leçon » au Vietnam, l'armée chinoise, peu habituée au combat ne dut sa victoire qu'à la supériorité numérique et cela après une résistance spectaculaire des combattants vietnamiens aguerris. Cependant, plus récemment, le régime chinois semble avoir abandonné la ligne de la « montée silencieuse », destinée à rassurer ses voisins et les Etats-Unis. Son langage s'est fait plus offensif, elle s'est engagée dans les querelles territoriales avec la plupart de ses voisins, du Vietnam au Japon, en passant par les Philippines. Elle poursuit sa recherche de matières premières à travers le monde sans beaucoup de ménagements pour les populations locales. Surtout, une opinion publique qui semble pousser dans le sens du nationalisme, des problèmes intérieurs au parti dirigeant qui semblent n'être pas sans rapport avec la place accordée au rôle et à l'influence de l'armée, des problèmes sociaux croissants, une réaffirmation de la présence américaine en Asie clairement destinée à lui faire barrage, tout cela contribue à rendre des heurts guerriers sinon probables, du moins possibles.

Là encore, le facteur le plus important est sans doute celui de l'évolution du régime, conscient des intérêts communs que crée son interdépendance avec le monde capitaliste, mais également soucieux d'afficher son retour au premier plan et de le voir

reconnaître un statut correspondant à son ascension économique et contrastant avec les humiliations d'antan. Entre ces trois puissances, toujours tentées par la conservation d'une hégémonie déclinante, la nostalgie d'une hégémonie passée ou l'aspiration à une hégémonie future, la dissuasion nucléaire et l'interdépendance économique ont rendu quasi-inopérantes deux des trois causes de guerre distinguées par Thucydide : la peur et l'intérêt. Mais il reste la troisième, l'honneur, la recherche du rang et du statut, la vengeance pour des humiliations passées ou des offenses présentes, dont Richard Ned Lebow vient de rappeler qu'elles étaient plus généralement la source la plus fréquente des guerres qui, déclinantes en nombre, n'en continuent pas moins à survenir<sup>(9)</sup>. Les choses sont plus simples pour le voisin nord-coréen de la Chine, surmilitarisé et fondé sur l'entretien quotidien de la haine du Sud, ce qui pourrait bien donner un jour un conflit violent impliquant, indirectement du moins, la Chine et des Etats-Unis.

Parmi les autres grandes ou moyennes puissances nucléaires ou non-nucléaires les risques de guerre se concentrent d'une part sur le couple Inde-Pakistan, d'autre part sur le Moyen Orient, avant tout autour d'Israël et de l'Iran, mais aussi par une extension de la guerre civile de Syrie pouvant, impliquer la Turquie et d'autres pays de la région..

Il n'y a pas eu de véritable guerre entre l'Inde et le Pakistan depuis que les deux ont acquis l'arme nucléaire, mais les deux pays sont en position d'hostilité ouverte à propos du Cachemire et de l'Afghanistan. L'Inde qui aspire à jouer un rôle de grande puissance régionale et mondiale n'en a guère les moyens, sa force militaire n'étant pas à la hauteur de ses ambitions (matérialisées par ses investissements en armements modernes) en raison de son caractère décentralisé et du manque d'autorité de son Etat. Elle n'en est pas moins obligée de combattre d'importantes insurrections paysannes et

ethniques et se trouve en butte à des attaques terroristes inspirées par le Pakistan, qui renforcent sa frustration nationaliste.

Le Pakistan cumule tous les problèmes et tous les dangers : intérieurs et extérieurs. Une armée (et en particulier un service de renseignement militaire) dotée de plus d'autorité et d'autonomie que le gouvernement, une forte poussée islamiste, une présence d'Al Qaïda, un contentieux territorial avec l'Inde, une méfiance réciproque avec l'allié américain, des zones tribales non contrôlées, une situation économique et sociale déséquilibrée. Les ambiguïtés et les contradictions de sa politique intérieure et extérieure rendent concevables tous les malentendus et toutes les escalades. Surtout que des mouvements incontrôlés comme Al Qaïda peuvent en profiter pour s'efforcer de mettre le feu aux poudres, voire d'accéder aux armes nucléaires pakisanaïses. Et que, d'autre part, passions religieuses et corruption se combinent avec les enjeux classiques du territoire et de la puissance pour créer des contagions transnationales et explosives, comme les activités du savant nucléaire A.Q. Khan, diffusant, semble-t-il, des secrets de fabrication des armes nucléaires à la Corée du Nord, à l'Iran et peut-être à l'Arabie Séoudite.

C'est ce même entrelacement entre la politique et le religieux, entre les turbulences intérieures et les conflits extérieurs, entre les acteurs étatiques et les réseaux et les solidarités transnationales que l'on retrouve dans le conflit israélo-palestinien et dans son entrecroisement avec le problème du nucléaire iranien, avec les conflits des Sunnites et des Chiïtes, avec les interventions occidentales en Irak et en Libye, avec les répercussions de cette dernière au Mali, avec le printemps arabe et la présence d'Al Qaïda au Yémen et peut-être en Syrie.

Plus généralement, les guerres les plus fréquentes sont des guerres civiles politiques, ethniques ou religieuses, menant ou non à des sécessions et à la création de nouveaux Etats(10). Des conflits comme ceux du Congo et du Soudan continuent pendant des décennies, et font des millions de morts et de réfugiés. Des pays comme la Somalie souffrent à la fois de l'anarchie intérieure et des interventions extérieures répétées. L'Afrique est le continent où les conflits violents sont aujourd'hui les plus fréquents et durables. Comme le dit Achille Membe « aucun Etat africain n'est à l'abri de la dislocation ».(11) A l'opposé du rêve de l'unité africaine, il se produit un morcellement toujours inachevé, car les ethnies et les religions transcendent le plus souvent les frontières. Comme l'indiquait le politologue K.I. Horsti(12<sup>8</sup>), les principales causes de guerre sont moins les Etats forts et conquérants que les Etats fragiles sans légitimité solide ou frontières reconnues, dont les nations cherchent leur identité et sont exposées en plus à une crise économique pouvant aller jusqu'à la famine. Celle-ci provoque des interventions parfois intéressées par les matières premières, parfois provoquées par la compassion, la révolte devant la barbarie, ou « la responsabilité de protéger ».

Certains auteurs et acteurs, du Sud(13)<sup>9</sup> ou du Nord(14)<sup>10</sup> font valoir qu'il s'agit du processus malheureusement normal de formation des Etats, que les Européens ont connu eux-mêmes aux siècles précédents et qu'il ne faudrait pas geler ou dévier artificiellement par des interventions extérieures. Mais aujourd'hui les différents âges coexistent au vu de tous et il est difficile de demander au Nord soit d'abandonner le Sud, soit de l'aider sans vouloir influencer ou contrôler l'utilisation de cette aide.

D'où des interventions qui, même efficaces à court terme, finissent en général par échouer en suscitant des frustrations aux deux bouts de la chaîne.

C'est une dialectique essentiellement politique et morale, mais qui a une dimension culturelle et sociale et des conséquences stratégiques aussi bien qu'économiques importantes.

### Révolutions techniques et bouleversements stratégiques

Entre les évolutions et révolutions des techniques de production, de communication et de transport, des techniques de combat et de destruction, et celle des régimes économiques, sociaux et politiques, il est vain de distinguer infrastructures et superstructures, mais important de noter les correspondances et les influences réciproques. La révolution industrielle et le progrès technique des trois derniers siècles ont révolutionné la guerre en multipliant, la vitesse de déplacement des armées et celle des communications, la puissance des explosifs, la portée et la précision des armes portant la mort à distance, en conquérant, au-delà de la terre et de la mer, l'air avec ses avions et ses drones, l'espace avec ses missiles et ses satellites, le virtuel avec les virus cybernétiques. Mais les révolutions sociales et politiques, à commencer par la Révolution Française et la levée en masse, en continuant par les révolutions totalitaires et les insurrections coloniales, par ce que Zbigniew Brzezinski , appelle « la mobilisation politique globale (15)<sup>11</sup> ont joué un rôle également important.

Les deux innovations techniques qui, en 2012, sont au centre des conflits les plus importants, des débats stratégiques et de la réorganisation des appareils de défense sont les drones et la guerre cybernétique. Ils sont à la rencontre entre, d'une part, des progrès scientifiques et techniques spectaculaires (à la fois dans les domaines civils et

militaires poursuivis depuis la deuxième guerre mondiale et accélérés ces dernières décennies, dans le domaine de l'observation à distance, du téléguidage, et d'une manière générale, dans celui de la cybernétique et de son utilisation sociale et militaire) et, d'autre part, la confrontation entre un terrorisme mondialisé, caractérisé en particulier par des attentats -suicides, et des interventions militaires occidentales. On a pu voir dans celui-là un défi à la dissuasion fondée sur le refus mutuel du suicide et à la supériorité matérielle des grandes puissances industrielles. L'une des dimensions des drones et de la cyberguerre est celle d'une réponse à ce défi, « une réponse asymétrique à un défi asymétrique »<sup>(16)</sup><sup>12</sup> ou une réponse sans risque à une escalade allant au-delà du risque, une riposte ciblée à un défi décentralisé, évitant les occupations ruineuses et les bombardements indiscriminés.

L'usage des drones et les attaques cybernétiques clandestines ont commencé avant le Président Obama, mais celui-ci leur a donné un développement sans précédent. Dans le premier cas, il s'agissait de se dégager de lourdes et en grandes parties infructueuses expéditions d'Irak et d'Afghanistan. Dans le deuxième, de ralentir, et si possible éviter, à la fois l'accession de l'Iran aux armes nucléaires et un bombardement de ses sites par Israël où seraient entraînés les Etats-Unis.

Le refus des confrontations massives et indiscriminées mène ainsi un président adversaire de la guerre d'Irak et prix Nobel de la Paix sur la pente des assassinats ciblés (déjà pratiqués par Israël) en temps de paix, des attaques préventives, pourvu qu'elles soient précises, discriminantes et si possible secrètes, grâce aux nouvelles possibilités offertes par les progrès techniques.

Pour comprendre l'emploi massif des drones et les complications politiques et morales qui en résultent, il est intéressant de retracer l'évolution de la stratégie

américaine, car si elle n'a inventé ni les drones ni les attaques cybernétiques, c'est elle qui leur a donné la place centrale actuelle sur la carte stratégique du monde.

On peut partir de la guerre du Vietnam et du débat de l'époque entre deux stratégies d'intervention : « *Search and destroy* » (chercher et détruire), et « *Winning hearts and minds* » (gagner les esprits et les cœurs). Ces deux stratégies seront dénommées plus tard « anti-terrorisme » et « anti-insurrection ». Elles interagissent dans la stratégie américaine, avec les « révolutions » comme la RMA (Revolution in Military Affairs) chère à Donald Rumsfeld .

Fo

Fondée avant tout sur les progrès du « command and control » permettant une intégration beaucoup plus poussée (encore appelée la guerre en réseaux) qui, conjuguée avec les progrès de la précision, notamment du laser, elle assurait une maîtrise complète de l'espace aérien. En commençant par la paralysie et l'aveuglement des forces de l'adversaire grâce à une attaque foudroyante (*Shock and Awe*) suivie d'une force terrestre très légère. C'est ce qui fut fait en Irak, avec un succès rapide au début, mais une surprise devant la montée d'une véritable insurrection. La recherche des armes de destruction massive est alors remplacée par une prise en mains du pays, un effort pour rebâtir ses institutions tout en combattant l'insurrection, des augmentations de troupes, sans cependant oser ni recourir à la mobilisation ni demander à la population américaine des sacrifices par l'impôt. D'où un déficit à la fois en termes financiers et en termes d'effectifs.

Cependant, la nouvelle stratégie, théorisée par le Général Petraeus, s'inspire des doctrines françaises pratiquées en particulier pendant la guerre d'Algérie. Le but est de protéger les populations en isolant les insurgés. Appliquée avec un nombre de troupes trop réduit, particulièrement en Afghanistan et appuyée sur des postulats contestables sur les attitudes de la population protégée, elle suscite des débats entre services et la fatigue de l'opinion américaine et de celle des alliés de l'OTAN, sans pour autant faire du gouvernement et de l'armée irakienne, et surtout afghane, des remplaçants crédibles.

Le président Obama, tout en commençant par suivre le conseil de ses militaires, met progressivement en place un retour à la stratégie « search and destroy », visant les



terroristes, en particulier Al Quaida, plutôt que l'insurrection. Il cherche avant tout à rendre possible le retrait des troupes américaines. Il trouve la recette-miracle en développant énormément un programme, commencé secrètement par le Président Bush et rendu possible par les nouveaux progrès de la robotisation. Il s'agit des drones permettant d'observer plus précisément des objectifs plus lointains mais surtout de pratiquer des assassinats ciblés à des milliers de kilomètres. Ceux-ci se comptent par centaines et le choix des cibles est souvent le fait du président lui-même qui choisit les individus à éliminer lorsqu'ils se trouvent dans un pays avec lequel les Etats-Unis ne sont pas en guerre, et lorsqu'il y a des dangers de victimes civiles : il pèse les dangers d'erreur, de dommages collatéraux et de complications politiques avec les pays, du Pakistan au Yemen, sur le territoire desquels se trouvent les cibles.

La stratégie des drones est, jusqu'à présent, un grand succès sur le plan des résultats immédiats, car elle a réussi à décapiter Al Qaeda en tuant des dizaines de ses dirigeants, ainsi que des terroristes individuels ou appartenant à d'autres groupes au Yemen, en Somalie et ailleurs. Mais elle pose au contraire de nombreux problèmes qu'elle ne résout pas.

Selon certains observateurs compétents, si la stratégie des drones décapite les individus particulièrement dangereux et prévient des attentats en préparation, elle accroît plutôt les recrutements des organisations en question. Si un missile tombant du ciel comme la foudre au milieu d'une cérémonie ou d'un désert, peut semer la panique il inspire aussi, surtout dans des cultures fondées sur le culte de l'honneur et du courage, le mépris envers celui qui tue sans prendre de risques, et le désir de vengeance. C'est une stratégie qui convient à des pays riches mais contraints à l'austérité, à

des pays modernes, libéraux ou bourgeois, qui préfèrent s'en remettre à la technique (comme d'ailleurs pour la dissuasion nucléaire) plutôt qu'au combat et au sacrifice, bref qui sont surtout préoccupés de la vie et de la prospérité de leurs citoyens. Mais à leur propre point de vue, elle soulève de grands problèmes démocratiques. Elle tue des suspects au lieu d'essayer de les capturer, de les interroger et de les juger, elle privilégie le secret et le pouvoir discrétionnaire de l'exécutif, elle met entre parenthèses la constitution, les assemblées représentatives et la population, elle ne distingue ni entre l'armée et les services secrets, ni entre la paix et la guerre, ni entre le territoire national et l'étranger. Dans la guerre entre d'un côté un drone téléguidé ou un robot, lancés ou manipulés, depuis un bureau, par un technicien pendant ses heures de bureau et, de l'autre côté, un adepte de l'attentat-suicide, ce qui disparaît c'est le guerrier.

En outre et peut-être surtout, cette stratégie est aujourd'hui avant tout l'apanage du plus puissant et du plus riche. Mais déjà les drones d'observation se répandent sur la planète, et de là aux drones comme instruments de destruction il n'y a pas de mur étanche, mais plutôt un pas qui sera franchi un jour. « Un monde plein de drones, »(17) accessibles à tous les Etats, voire à des groupes et à des individus pouvant frapper tous ceux à qui ils veulent du mal à l'autre bout de la planète serait un cauchemar ressemblant à l'état de nature selon Hobbes : un monde où la vie serait livrée à l'insécurité et à l'imprévisibilité.

Il en va un peu de même pour l'autre thème stratégique du moment : la guerre cybernétique. Encore plus que pour les drones, il ne s'agit pas d'une invention américaine. La Chine s'est fait une spécialité de pénétrer les ordinateurs des autorités étrangères, aussi bien que des firmes concurrentes ou des dissidents émigrés. Elle a pénétré le « cloud » de Google. La Russie a paralysé pendant 24 heures tout le système

informatique de l'Estonie pour la punir d'avoir déplacé un monument à la gloire de l'Armée Rouge. A chaque fois, d'ailleurs, ces deux pays se sont abrités derrière des groupes privés ou des universités.

Nous avons tous l'expérience des « hackers », et notre vision de l'existence quotidienne, pour peu que nous possédions un ordinateur, est polluée par la conscience que quelqu'un, qui peut-être nous connaît mais dont nous ignorons l'identité, nous veut du mal, soit pour nous escroquer, soit simplement pour nous nuire, soit, encore plus simplement, pour s'amuser.

Mais il est vrai que les Etats-Unis sont le seul pays dont il a été révélé sans aucun doute possible, à la suite d'un accident, qu'il avait depuis des années poursuivi, en collaboration avec Israël, un programme secret appelé « Olympic Games », consistant à envoyer des virus qui ont neutralisé des centrales nucléaires iraniennes et retardé les efforts de l'Iran pour devenir une puissance nucléaire.(19)

L'accident lui-même, par lequel le virus « Stuxnet » a infecté un certain nombre d'ordinateurs dans le monde, avant tout aux Etats-Unis, est très important :il montre que, plus encore que pour les drones, les effets nuisibles aux émetteurs peuvent être automatiques, sans même passer par la réaction de ceux qui sont pris pour cibles.

Les deux types de systèmes et de stratégies d'emploi ont en commun de semer non pas seulement « la discorde chez l'ennemi », comme aurait dit le général de Gaulle, mais la confusion et la désunion dans leur propre camp et leur propre société. Toujours est-il que celle-ci, quelle qu'elle soit, est menacée de pannes, de paralysies et de désordres d'origine inconnue et parfois soupçonnée, à raison ou à tort, ce qui peut donner lieu à d'autres conflits, consciemment provoqués ou simplement produits de l'ignorance et du soupçon.

En tout cas, bien des critiques ont reproché au programme « Olympic games » de légitimer un comportement qui serait sans doute imité et pourrait se retourner contre les Etats-Unis. La réponse évidente : les autres pays, sans parler de la Chine et de la Russie, ni de groupes non-étatiques, n'ont pas besoin de l'exemple américain pour se livrer à de pareilles activités. Aucun des deux arguments n'est faux. Ce qui est certain, c'est que le monopole de la violence légitime attribué à l'Etat dans les sociétés modernes est entamé par plusieurs côtés : la distinction entre la violence légale et illégale, légitime et illégitime est affaiblie au niveau des Etats eux-mêmes, elle l'est par l'apparition de systèmes d'armes qui permettent une violence anonyme dans ses origines et incalculable dans ses conséquences, elle l'est par la multiplication des acteurs capables de les utiliser et par la différence de leurs traditions ou de leurs valeurs, et donc de leurs intentions et de leurs réactions.

#### Une régulation de plus en plus indispensable et de moins en moins probable

En 1991, après la fin de la guerre froide et la guerre du Golfe, bien des chefs d'Etat et des commentateurs annonçaient un « nouvel ordre mondial » pacifique et un nouveau rôle de l'ONU, longtemps paralysée par la guerre froide. En 2005, un rapport sur la sécurité humaine, émanant de l'Université de Colombie Britannique, annonçait le déclin des guerres, avant tout inter-étatiques, mais aussi civiles et de la violence en général, grâce avant tout à la fin de la guerre froide et de la colonisation, ainsi qu'à l'ONU, à ses médiations et à ses missions de paix<sup>(19)</sup>. En 2005 encore, l'Assemblée Générale promulguait la notion de « responsabilité de protéger » qui devait, selon Gareth Evans, co-directeur de la commission qui a élaboré le concept, mettre fin une fois pour toutes aux massacres.

Aujourd'hui, le tableau apparaît à tous comme beaucoup plus sombre. Les termes de « communauté internationale » et d'« organisation de la paix » semblent prendre une allure tristement ironique. Les nouveaux types de conflits et de systèmes d'armes semblent, en ce qui les concerne, beaucoup plus difficiles à réguler. Les succès partiels des négociations stratégiques de la guerre froide pour la maîtrise des armements, ou ceux du Traité de non-prolifération des armes nucléaires, sont eux-mêmes plus difficiles à imaginer pour les nouvelles armes. Il est plus facile de compter les sous-marins et les silos que les ordinateurs. En tout cas, si l'élimination des armes nucléaires est probablement une utopie, celle des ordinateurs l'est certainement, ce qui ne veut pas dire qu'on ne puisse en limiter les dangers par des accords qui, même souvent violés, valent sans doute mieux que rien.

Une autre raison de pessimisme est la structure inégalitaire, arbitraire et datée des institutions internationales, avant tout celle du Conseil de Sécurité et pardessus tout, le veto de ses membres permanents. Comme l'a dit Koffi Annan à propos de la Syrie, l'ONU ne peut apporter de solution que si la communauté internationale est unie. Or, précisément, elle ne l'est pas.

Là même où les membres permanents du Conseil de Sécurité, leur volonté de puissance et leurs intérêts ou leurs perceptions contradictoires ne sont pas engagés directement, et où l'ONU est présente sur le terrain diplomatique et parfois sur le terrain des combats, comme au Congo, les guerres civiles, les conflits religieux, la persécution de minorités ethniques, l'action des pirates, des trafiquants et des marchands d'armes continuent et s'étendent de plus en plus dans certaines régions. L'ONU manque à la fois d'unité, de moyens, militaires et financiers, et d'un mandat suffisamment énergique

pour arrêter la violence une fois qu'elle est déchaînée, même si elle peut être efficace pour la prévenir, ou pour maintenir la paix une fois revenue.

Une dernière raison de pessimisme, mais dont on peut espérer qu'elle s'atténue dans le temps, est le souvenir du passé. Les Occidentaux ont encore tendance à se prendre pour l'incarnation de la communauté internationale ou de la conscience universelle, la Russie pour une grande puissance impériale à vocation globale, les pays anciennement colonisés ou dominés voient dans toute proposition d'intervention de la communauté internationale émise de source occidentale, un retour de l'impérialisme qu'ils ont subi. Un dirigeant d'un pays émergent, cité par Christophe Jaffrelot (Notice ) déclare : « Il est temps que l'Europe s'y fasse .Les nations n'auront plus jamais de valeurs communes, parce que les nations sont elles-mêmes des collections d'expériences diverses ».

Peut-être cette dictature de la mémoire, cette nostalgie des uns et ce ressentiment des autres, tendront-ils à s'effacer ou du moins à s'atténuer avec le temps. Peut-être, surtout, seront-ils dépassés par de nouveaux dangers et de nouveaux malheurs qui frapperont à la fois les uns et les autres. Les problèmes globaux de la planète, les nouvelles guerres possibles, liées au changement climatique, à la pénurie de ressources aux migrations, dont nous n'avons parlé que par allusion dans cette notice parce que dans l'ensemble elles ne sont qu'à l'état virtuel, pourront-elles provoquer un réflexe de solidarité, absent aujourd'hui, devant les catastrophes communes.

Le théoricien de la guerre thermonucléaire dans les années soixante, Hermann Kahn, aimait dire que la seule chance pour que les armes nucléaires soient supprimées serait que la bombe atomique soit, un jour, utilisée quelque part. On ne retournerait plus alors, poursuit-il, à la dissuasion comme fondement de la sécurité internationale.

Ernest Renan disait : « Dieu n'existe pas, mais il existera peut-être un jour ». Absurde sur le plan théologique, cette idée peut l'être moins sur le plan politique sans pour autant lui donner un caractère messianique. La communauté internationale n'existe pas, mais elle existera peut-être un jour.

Souhaitons qu'elle ne se réduise pas, alors, à une communauté de regrets et de remords.(20)

#### NOTES

-

- <sup>1</sup> Cf. Paul COLLIER, « Greeds vs grievance ».cf.Roland Marchal et ChristineMessiant:”De l’avidité des rebelles:l’analyse économique des conflits par Paul Collier”Critiqueinternationale,16,Jun 2002
- <sup>2</sup> Cf. Mary KALDOR, *New and Old Wars*..Stanford U.Press,1999
- <sup>3</sup> Cf. Kenneth WALTZ, *Man, the State and War*N.Y.,Columbia U.Press,1959 .
- <sup>4</sup> Benjamin CONSTANT, *De l’esprit de conquête*.
- <sup>5</sup> Cf . le numéro 20 (2012) de la revue *Inflexions* L’ armée dans l’espace public.
- <sup>6</sup> Cf. le numéro de la revue américaine *Daedalus*, été 2011 : « The modern American military ».
- <sup>7</sup> Cf. les sondages Transatlantic Trends, 2011 (German Marshall Fund) et Pew Global,2012.
- <sup>8</sup>Cf.Andrew BACEVICH,*The Limits of Power*2008.*The End of American Exceptionalism*,N.Y.Holt,2008
- <sup>9</sup>Richard Ned LEBOW,*Why Nations Fight*,Cambridge U.Press,,2010
- <sup>10</sup>10Entre 2001 et 2010,sur 29 conflits armés,2 seulement furent des guerres inter-étatiques et 10 furent des guerres civiles inernationalisées(SPRI Yearbook2011,p.61.Oxford U.Press,2011)
- 11Courrier Internaional,13-20 Juillet 2012
- 12K.J.HOLSTI,*The State,War and the State of War*,CambridgeU.Press1996
- <sup>11</sup>13Mohammed AYOUB, « The Security Problematic of the Third World”, *World Politics*, 432, Jan. 1991.
- <sup>12</sup>14 Edward LUTTWAK, « Give War a Chance », *Foreign Affairs*, 18 (4), 1999.
- <sup>13</sup>15 Zbigniew BRZEZINSKI, *Strategic Vision, America and the Crisis of Global Power*, New York Basic Books, 2012.
- 16 ,P.W.SINGER,*Wired for War*C,*The Robotics Revoltion and Conflict in the 21<sup>st</sup> Century*,N.Y.,Penguin Books,1999
- 17”A World soon armed with drones,”Internaional Herald Tribune,10 Oct.2011.Voir aussiFrancis FUKUYAMA,”The end of Mystery:Why we all need a Drone of our own”Financial Times,25 Févr
- 18Cf.David SANGER,*Confront and Conceal.Obama’s Secret Wars and Surprisng Use of American Power*,N.Y.,Crown Publishers,2012,P.188-273
- 19The Human Security Report 2005,Vancouver,U.of Brish Columbia,2005
- 20,Certaines idées et formulations de cete notice s’appuient sur des textes anérieurs de l’auteur,dont : »,lMorts sans guerre ou gurres sans morts ? » et : »Par delà le totalitarisme et la guerre »in :La violence e la paix,Points-Seuil,2000, » »Guerre et Etat’ » in :Arnaud François(dir) :Nouvelles figures de l’Etat :Violence,Droit et Sociétés,IDEA,2011,et : »L’avenir de la guerre :entre le drone et la bombe humaine »Sciences Humaines,Hors-série sur la guerre,Sepembre2012